

Pour éviter une crise sociale, il faut renoncer à tout décret sur la programmation pluriannuelle de l'énergie

Après le scandale des ZFE, la crise de la facture d'électricité qui s'annonce est une bombe à fragmentation. Une attaque sans précédent contre notre économie, contre nos vies, avec l'étrange complicité de l'État français.

Quelle économie exsangue comme la nôtre pourrait absorber un nouveau doublement – désormais possible – de la facture d'électricité ? 22 % des Français sont dans le rouge à partir du 15 du mois. Plus de 50 % n'arrivent pas à l'équilibre à la fin du mois. On a répertorié 66 422 défaillances d'entreprises en 2024, soit un niveau record en quinze ans (+28 % par rapport à 2019). Lucides, nous le voyons.

Et voilà que, dans ce contexte d'extrême fragilité, le gouvernement prépare, dans la moiteur d'un mois d'août, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), qui engage notre avenir énergétique pour... 300 milliards d'euros ! Alors qu'on peine à trouver 40 milliards d'économies dans les dépenses de l'État.

Disons-le sans détour : c'est un hold-up à ciel ouvert, une trahison de l'intérêt des gens et la promesse d'une révolte. Quand vous exécutez les classes moyennes et populaires, elles manquent soudain d'humour. Les protégés l'oublient trop souvent.

La facture électrique annuelle des Français pourrait doubler. Pour les artisans, c'est l'asphyxie : un boulanger voit déjà sa facture grimper à 12 000 euros, le double en trois ans. C'est insurmontable. Les TPE, PME, transporteurs, agriculteurs, pêcheurs et commerçants vont aussi être les victimes directes ou indirectes. C'est une condamnation à mort de l'économie locale et nationale.

Le plan insensé du gouvernement présenté en mars ambitionne de couvrir la France de 20 000 éoliennes terrestres, de hérissier nos côtes de 50 parcs offshore, de multiplier par cinq le solaire... pour produire de l'électricité au mauvais moment, au mauvais endroit, quand le vent souffle ou que le soleil tape, mais pas quand nous en

avons besoin. Alors même que notre électricité est déjà presque entièrement décarbonée, grâce à un parc nucléaire qui sera directement fragilisé par l'intermittence de ces énergies renouvelables. Le sujet n'est donc pas l'écologie.

Et pour quoi ? Pour gonfler les marges de ceux qui n'investissent que parce que l'État – c'est-à-dire vous – les subventionne à coups de milliards. On produit à perte, on vend à perte, et ce sont les factures des citoyens fragilisés qui compensent. Inadmissible. Cette logique de subventions massives, sans nécessité d'intérêt public, fausse les signaux de marché, décourage l'investissement privé fondé sur l'innovation et renchérit artificiellement une électricité pourtant censée être abondante et compétitive. Plus on produit, plus le prix de gros de l'électricité s'effondre, plus la compensation que vous payez explose. Le résultat ? Une bombe financière prête à sauter : 248 milliards d'euros si le marché tombe à 50 €/MWh. Plus de 300 milliards si on descend à 40. Une hémorragie de fonds publics qui alimentera l'accise, cette taxe au nom obscur qui tombe directement sur votre facture, cet impôt déguisé dont personne ne vous parle.

On nous vend la PPE3 comme une vision. Mais c'est un mirage, un document technocratique hors sol. La version présentée au mois de mars postule une croissance continue de la consommation électrique jusqu'à 600 TWh en 2035... en organisant la décroissance. Les Français n'achètent plus de voiture électrique par crainte de l'inflation, les industries ferment ou fuient, et la précarité énergétique gagne.

C'est une imposture politique et démocratique : pas une étude d'impact, pas une évaluation environnementale digne de ce nom. Même pas un vote au Parlement, que demandent pourtant légitimement les élus de tous bords qui représentent les Français. Juste un décret qui prépare toutes les crises futures dans le silence de l'été, pensé par une administration hors de contrôle, prête à pénaliser notre compétitivité alors qu'on nous parle de réindustrialiser la France. Une administration

prête à désorganiser le fonctionnement du parc nucléaire : pour laisser la priorité d'accès au réseau à l'électricité solaire ou éolienne, les réacteurs devront demain s'arrêter, quand bien même leurs charges de fonctionnement ne seront pas supprimées... Ces variations brutales et répétées accélèrent déjà l'usure des installations, alourdissent les coûts et fragilisent le système. C'est dément.

Il est encore temps d'agir, de rouvrir le dialogue, de faire de la transition énergétique un projet sain et responsable, partagé et compris. Il est encore temps d'éviter une crise sociale imminente. Temps de dire non. Temps d'exiger :

- L'arrêt immédiat de tout décret sur la PPE.

- La fin de tout financement public pour l'éolien et le solaire, qui n'apportent à notre réseau qu'une intermittence coûteuse à gérer.

- L'organisation à l'Assemblée nationale d'un véritable débat démocratique sur notre avenir énergétique, pas un simulacre. Remettons tout à plat, dans l'intérêt du peuple français, y compris les contrats déjà signés.

- Que seuls les projets ayant un sens économique, écologique et énergétique voient le jour. Aujourd'hui, les éoliennes ne produisent que des subventions. Cet argent, les 15 à 20 milliards par an que l'État entend siphonner, investissons-le dans la souveraineté énergétique, la stabilité tarifaire, l'avenir industriel. Pas dans les profits des marchands de vent et des vendeurs d'illusions. Privilégions l'efficacité économique et la compétitivité de notre tissu productif plutôt que les rentes garanties.

Électrifions les usages ; là est notre avenir. Cela veut dire : travaillons à réduire le prix de l'électricité décarbonée, pas à l'augmenter ! Le bon sens doit revenir de toute urgence. ■

* Signataires : François-Xavier Bellamy (député européen), Nicolas Daragon (maire de Valence), Laurent Jaoul (maire de Saint-Brès et secrétaire général des #Gueux), Alexandre Jardin (écrivain, fondateur des #Gueux), David Lisnard (maire de Cannes), Emmanuelle Ménard (ancienne députée française) et Robert Ménard (maire de Béziers).

TRIBUNE COLLECTIVE

Plusieurs élus et personnalités*, dont François-Xavier Bellamy, Alexandre Jardin, David Lisnard et Robert Ménard, appellent le gouvernement à renoncer à la publication du décret sur la programmation pluriannuelle de l'énergie. Face au risque d'explosion de la facture d'électricité des Français, ils demandent un véritable débat démocratique sur la question.